

Rectorat de Corse

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (C.C.P)**

Procédure adaptée N° DRAGIMCAA001-2025

**Prestations d'hébergement et de restauration collectifs  
pour les volontaires et encadrants des séjours de cohésion  
du Service National Universel de 2025 pour le rectorat de la  
région académique de Corse**

**3 Lots : séjour de cohésion du SNU 2025 région Corse  
(Départements Corse-du-Sud et Haute-Corse)**

- Lot 1 :** Prestations d'hébergement et de restauration collectifs pour les volontaires et encadrants des séjours de cohésion du SNU 2025 session du lundi 14 avril au vendredi 25 avril 2025 (Hors Temps Scolaire)
- Lot 2 :** Prestations d'hébergement et de restauration collectifs pour les volontaires et encadrants des séjours de cohésion du SNU 2025 session du lundi 28 avril au vendredi 09 mai 2025 (Classes et Lycées Engagés)
- Lot 3 :** Prestations d'hébergement et de restauration collectifs pour les volontaires et encadrants des séjours de cohésion du SNU 2025 session du lundi 16 juin au vendredi 27 juin 2025 (Hors Temps Scolaire)

**Date et heure limites de remise des offres : [lundi 17 février 2025 à 15 heures](#)  
Délai de rigueur**

# SOMMAIRE

<b>PREAMBULE</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 1/ PRESENTATION DU CONTEXTE</b>	<b>4</b>
<b>1.1/ INTRODUCTION</b>	<b>4</b>
1.1.1 Le SNU est un projet pour la jeunesse.	4
1.1.2 Présentation du SNU en 2025	4
<b>1.2/ PILOTAGE ET MISE EN ŒUVRE</b>	<b>5</b>
1.2.1 L'organisation structurelle du SNU	5
1.2.2 Le niveau régional : déclinaison et coordination	5
1.2.3 Le niveau départemental : mise en œuvre	5
1.2.4 Les départements et collectivités d'outre-mer	5
<b>1.3/ SÉJOUR DE COHÉSION</b>	<b>5</b>
1.3.1 Les objectifs et enjeux	5
1.3.2 Les sessions de l'année scolaire 2025	6
<b>ARTICLE 2/ OBJET DU MARCHE</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 3/ DOCUMENTS CONTRACTUELS</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 4/ ALLOTISSEMENT, FORME ET PRODECURE</b>	<b>7</b>
4.1/ Allotissement	7
4.2/ Forme et montant du marché	8
4.3/ Procédure	8
<b>ARTICLE 5/ DUREE DU MARCHE</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 6/ MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 7/ CLAUSE ENVIRONNEMENTALE : TRAÇABILITE, ECO-RESPONSABILITE, AGRICULTURE BIOLOGIQUE</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 8/ CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>9</b>
<b>8.1/ MISE EN ŒUVRE DES SEJOURS DE COHESION DU SNU 2025</b>	<b>9</b>
8.1.1 Le cadre juridique	9
8.1.2 L'identification des centres d'hébergement	9
8.1.3 Contrôle, évaluation externe et retours d'expérience	10
8.1.4 Annulation du séjour	10
<b>ARTICLE 9/ ETENDUE DES PRESTATIONS</b>	<b>10</b>
9.1 Les prestations d'hébergement et de restauration	10
9.2 Les centres d'hébergement	11
<b>ARTICLE 10/ OBLIGATIONS DU TITULAIRE</b>	<b>13</b>
10.1/ Obligations générales	13
10.2/ Continuité de service	14
10.3/ Obligations relatives au personnel	14
<b>ARTICLE 11/ CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNES PERSONNELLES</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 12/ VERIFICATION ET CONTROLE DES PRESTATIONS</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 13/ CONDUITE ET SUIVI DES PRESTATIONS</b>	<b>15</b>
13.1/ Par la région académique	15

13.2/ Par le titulaire -----	15
<b>ARTICLE 14/ PENALITES -----</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 15/ PRIX DU MARCHE -----</b>	<b>16</b>
15.1/ Contenu des prix -----	16
15.2/ Forme des prix -----	16
15.3/ Révision des prix -----	16
<b>ARTICLE 16/ MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION -----</b>	<b>16</b>
16.1/ Facturation -----	16
16.2/ Délais de paiement-----	17
16.3/ Avance -----	17
16.4/ Acomptes -----	18
16.5/ Cession ou nantissement des créances -----	18
<b>ARTICLE 17/ DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE -----</b>	<b>18</b>
17.1/ Assurance -----	18
17.2/ Justificatifs sociaux -----	18
17.3/ En cas de modifications relatives au titulaire du marché -----	19
17.3.1/ Changement de dénomination sociale du titulaire -----	19
17.3.2/ Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire-----	19
<b>ARTICLE 18/ UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE-----</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 19/ RESILIATION-----</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 20/ SOUS-TRAITANCE -----</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 21/ DIFFERENDS ET LITIGES -----</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 22/ DEROGATIONS -----</b>	<b>20</b>

## PREAMBULE

Dans le cadre du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) :

- la région académique de la Corse est désigné sous l'appellation « la région académique » ;
- la région académique d'académie est désigné sous l'appellation « l'académie » ;
- l'entreprise ou le groupement d'opérateurs retenu pour exécuter les prestations est désigné sous l'appellation « le titulaire ».

## ARTICLE 1/ PRESENTATION DU CONTEXTE

### 1.1/ INTRODUCTION

#### 1.1.1 Le SNU est un projet pour la jeunesse.

Le service national universel (SNU) est un service civil, proposant aux jeunes un temps de citoyenneté active, émancipatrice et valorisante. Il se veut utile à chaque jeune comme à la société française. Il est conçu comme un jalon dans le parcours de chaque jeune vers la citoyenneté, et un accélérateur dans leur engagement au service des autres et de la Nation.

Il a pour objectifs de :

- Renforcer la résilience de la Nation, en permettant aux jeunes d'acquérir les connaissances et compétences pratiques qui leur donnent la capacité de réagir en cas de crise.
- Développer la cohésion nationale, en favorisant le sentiment d'appartenance à la Nation et d'identification aux valeurs de la République.
- Promouvoir une culture de l'engagement, en permettant à chaque jeune de vivre une expérience d'engagement porteuse de sens, autour des grands enjeux contemporains : esprit de défense, transition écologique, solidarité et égalité des chances.

#### 1.1.2 Présentation du SNU en 2025

Le SNU constitue un temps de rassemblement, de mixité sociale et territoriale.

Il s'adresse aux jeunes entre 15 et 17 ans et se décline actuellement en quatre temps successifs :

1. **Une phase d'information préalable et un temps de préparation**, visant à informer les familles et à préparer l'engagement des mineurs qui s'inscrit dans le cadre du parcours citoyen de l'élève ;

**Un séjour de cohésion de deux semaines** en hébergement collectif (phase 1 du SNU) qui est l'objet du présent marché et dont les objectifs sont décrits à l'article 1.3.1.

2. **Une mission d'intérêt général**, réalisée dans le territoire du jeune volontaire dans l'année qui suit le séjour de cohésion, fondée sur des modalités de réalisation variées, d'une durée de 12 jours continues ou perlées (phase 2 du SNU).

3. La possibilité d'un **engagement volontaire** pendant une période allant de 3 à 12 mois, visant à permettre à ceux qui le souhaitent de s'engager de façon plus pérenne et personnelle pour le collectif (phase 3 du SNU). Cet engagement s'articule principalement autour des dispositifs d'engagement existants (service civique, réserve civique, réserves opérationnelles de la police nationale, des armées et de la gendarmerie nationale, jeunes sapeurs-pompiers volontaires, corps européen de solidarité, service militaire volontaire (SMV), service militaire adapté (SMA) dans les outre-mer, etc.). Elle peut être réalisée entre 16 et 25 ans.

Il est souligné que les volontaires accueillis vivent **des parcours différents**. Ils sont parfois en situation de fragilité scolaire ou sociale, résident en zone rurale, urbaine, en quartier politique de la ville. Ils feront pour certains une première expérience de départ « sans les parents » et en dehors de leur cadre de vie habituel. Une attention est portée pour **rendre le parcours SNU accessible à chacun**, en particulier pour les jeunes connaissant des besoins éducatifs particuliers ou ceux en situation de handicap.

Le séjour de cohésion s'inscrit dans un *continuum* des apprentissages, en complément des :

- Connaissances et compétences acquises pendant le temps scolaire notamment de l'enseignement moral et civique (EMC) et ses quatre grands piliers. Le séjour de cohésion tend à donner une matérialisation concrète à ces apprentissages.
- Parcours éducatifs et notamment du parcours citoyen de l'élève.
- Compétences acquises hors du cadre scolaire, notamment à travers des temps d'engagement personnel (engagement associatif, dispositifs tels les Jeunes sapeurs-pompiers ou les Cadets de la sécurité civile par exemple).

## **1.2/ PILOTAGE ET MISE EN ŒUVRE**

### **1.2.1 L'organisation structurelle du SNU**

La délégation générale au service national universel est responsable de l'organisation générale et du pilotage national du SNU : elle travaille en relation avec les autres ministères concernés et avec le concours d'autres services du ministère chargé de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.

Chaque niveau organisationnel constitue et anime des instances de pilotage intéressant les divers acteurs concernés à son échelon.

### **1.2.2 Le niveau régional : déclinaison et coordination**

Sous l'autorité du Recteur de région académique, le Délégué régional académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (DRAJES) coordonne les services au niveau régional (mobilisation et articulation des services de l'Etat en région) et départemental (soutien de l'action des équipes départementales). Il veille à l'élaboration et au suivi budgétaire, ainsi qu'à l'animation des différents acteurs régionaux concernés. La coordination du SNU est assurée par un comité de pilotage, co-présidé par le Recteur de région académique et le Préfet et composé des services régionaux de l'Etat et des partenaires du SNU.

### **1.2.3 Le niveau départemental : mise en œuvre**

la mise en œuvre du SNU des classes engagées au niveau départemental est placée sous l'autorité de l'Inspecteur d'académie – Directeur académique des services de l'éducation nationale (DASEN) et du préfet du département, Ils s'appuient sur le service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (SDJES), et assurent la coordination des acteurs dans le cadre d'un comité de pilotage départemental.

### **1.2.4 Les départements et collectivités d'outre-mer**

Compte-tenu de leurs spécificités, les services de l'Etat de l'Outre-Mer feront l'objet d'une organisation particulière de leurs structures, les régions monodépartementales, le département de Mayotte, la Guyane disposant d'une organisation administrative spécifique et les autres territoires s'appuyant, selon les textes qui les régissent, sur les collectivités territoriales.

## **1.3/ SÉJOUR DE COHÉSION**

### **1.3.1 Les objectifs et enjeux**

Le séjour de cohésion du Service National Universel des classes engagées est organisé comme un temps pédagogique et d'ouverture permettant la mise en œuvre concrète de ses objectifs :

- Développer la cohésion nationale, en favorisant le sentiment d'appartenance à la Nation et d'identification aux valeurs de la République.
- Renforcer la résilience de la Nation, en permettant aux jeunes d'acquérir les connaissances et compétences pratiques qui leur donnent la capacité d'intervenir en cas de crise.
- Promouvoir une culture de l'engagement, en permettant à chaque jeune de vivre une expérience d'engagement porteuse de sens, autour des grands enjeux contemporains : esprit de défense, transition écologique, solidarité et égalité des chances.

Le séjour de cohésion sera réalisé dans le cadre d'un projet de classe dite « classes et lycées engagés » (CLE). Le titulaire doit être en mesure d'accueillir les volontaires inscrits au titre des classes et lycées engagés » (CLE).

Le séjour de cohésion permet d'engager une réflexion sur l'engagement volontaire.

L'ambition portée par le service national universel (SNU) appelle à faire vivre le lien entre la phase de cohésion et les différents dispositifs d'engagement, afin de répondre au désir des volontaires de poursuivre leur engagement au service de l'intérêt général après le séjour de cohésion. Qu'elle repose sur un engagement de courte durée (mission d'intérêt général) ou de longue durée (service civique, réserves, etc.), l'enjeu de la phase d'engagement réside dans la réalisation d'un parcours construit et consolidé par chaque jeune lui-même à partir d'une offre identifiée et accessible notamment via la plateforme [www.snu.gouv.fr](http://www.snu.gouv.fr).

Outre la mission d'intérêt général (MIG), cette offre comprend les dispositifs de volontariat, le service civique, les réserves opérationnelles, les réserves civiles, l'engagement bénévole au titre de la réserve civique. Il appartient aux équipes territoriales<sup>1</sup> en charge du SNU d'enrichir cette offre par les opportunités locales identifiées auprès des collectivités territoriales, des associations, des corps en uniforme et d'en faire la promotion au cours du séjour de cohésion.

Les outils existants en matière de reconnaissance du volontariat et du bénévolat seront adaptés le cas échéant au niveau national et utilisés dans le cadre du SNU.

Les séjours de cohésion font l'objet d'un cadrage national constitué, du règlement intérieur, du guide des contenus et des éléments annuels de cadrage de la DG SNU. Ce cadrage national s'applique à tous les séjours, qu'ils soient gérés par les services de l'Etat ou délégués à un prestataire.

### **1.3.2 Les sessions de l'année scolaire 2025**

Le rectorat de la région académie de Corse est responsable de l'organisation des séjours.

Les séjours de cohésion 2025 sont organisés, pour une durée de 12 jours, dans toutes les académies de la façon suivante :

Concernant les séjours hors temps scolaire (HTS) :

- du 14 avril au 25 avril 2025 - 80 volontaires et 12 encadrants
- du 16 au 27 juin 2025 - 80 volontaires et 12 encadrants

Concernant le séjour Classes et Lycées Engagés (CLE) :

- du 28 avril au 09 mai 2025 - jusqu'à 70 volontaires et 11 encadrants

Les séjours seront précédés d'une période de préparation et de formation à destination des encadrants, il convient que le site soit disponible les 7 jours précédant le 1<sup>er</sup> jour du séjour.

L'acheminement des jeunes au centre et leur retour sont assurés par le rectorat (DRAJES).

Le titulaire s'engage pour une ou, plusieurs ou la totalité des sessions.

## **ARTICLE 2/ OBJET DU MARCHE**

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations d'hébergement et de restauration collectifs pour les volontaires et encadrants des séjours de cohésion du Service National Universel (SNU) en Hors Temps Scolaire et des Classes et Lycées Engagées 2025 pour le rectorat de la région académique de Corse.

---

<sup>1</sup> Exemples d'offres possibles et à solliciter

- service civique ;
- volontariat de solidarité internationale ;
- corps européen de solidarité ;
- engagements au titre des réserves des armées, de la gendarmerie ou de la police ;
- engagement dans le service militaire adapté (SMA) pour les jeunes ultramarins ;
- volontariats au sein des sapeurs-pompiers ;
- engagement bénévole dans le secteur associatif.

Les prestations sont exécutées par lot dans un seul centre situé dans la région Corse pour la région académique de Corse (Départements Corse-du-Sud ou Haute-Corse) aux dates suivantes :

**Récapitulatif du présent marché :**

Lots	Dates des sessions	Publics volontaires*	Nombre jeunes	Nombre d'encadrants
1	Du 14 avril au 25 avril 2025	HTS	80	12
2	Du 28 avril au 09 mai 2025	CLE	Jusqu'à 70	11
3	Du 16 juin au 27 juin 2025	HTS	80	12

\*CLE : Classes et Lycées Engagés

\*HTS : Hors Temps Scolaire

Le site doit être disponible pour **l'équipe d'encadrants** 7 jours pleins avant chaque séjour :

Lot 1 : à partir du 07 Avril 2025

Lot 2 : à partir du 21 avril 2025

Lot 3 : à partir du 09 juin 2025

### **ARTICLE 3/ DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et son annexe portant « bordereau des prix » ;
- le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) ;
- annexe RGPD ;
- annexes relative à l'organisation du SNU :
  - Annexe relative au règlement intérieur ;
  - Annexe relative au guide des contenus ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique du titulaire composé du mémoire technique par lot.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

### **ARTICLE 4/ ALLOTISSEMENT, FORME ET PRODECURE**

#### **4.1/ Allotissement**

Le marché est réparti en 3 lots en application de l'article L. 2113-10 du Code de la commande publique :

Lot 1 : Prestations d'hébergement et de restauration collectifs pour les volontaires et encadrants des séjours de cohésion du SNU 2025 – du lundi 07 avril au vendredi 25 avril 2025 (Hors Temps Scolaire)

Lot 2 : Prestations d'hébergement et de restauration collectifs pour les volontaires et encadrants des séjours de cohésion du SNU 2025 – du lundi 21 avril au vendredi 09 mai 2025 (Classes et Lycées Engagés)

Lot 3 : Prestations d'hébergement et de restauration collectifs pour les volontaires et encadrants des séjours de cohésion du SNU 2025 – du lundi 09 juin au vendredi 27 juin 2025 (Hors Temps Scolaire)

Chaque lot constitue un marché.

Les prestations sont exécutées dans un seul centre situé dans le département de la Corse-du-Sud ou dans le département de la Haute-Corse pour la région académique de Corse.

#### **4.2/ Forme et montant du marché**

Le présent marché prend la forme d'un accord cadre **mono-attributaire** à bons de commande, sans montant minimum et avec un montant maximum sur la durée totale du marché, fixant toutes les stipulations contractuelles en application de l'article R. 2162-4-2° du Code de la commande publique.

Le montant maximum pour l'ensemble de la présente consultation est de 239 997€ HT défini pour l'ensemble des lots ci-dessous :

Le montant maximum du **lot 1** est de **79.999 € HT** pour une offre d'hébergement et restauration, sur la durée totale du marché.

Le montant maximum du **lot 2** est de **79.999 € HT** pour une offre d'hébergement et restauration, sur la durée totale du marché.

Le montant maximum du **lot 3** est de **79.999 € HT** pour une offre d'hébergement et restauration, sur la durée totale du marché.

Des bons de commandes sont émis au fur et à mesure des besoins tout au long de l'exécution du marché dans les conditions définies à l'article 6 du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP).

#### **4.3/ Procédure**

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée, en application des dispositions des articles L2123-1-2° et R2123-1-3° du Code de la commande publique (services sociaux et autres services spécifiques).

#### **ARTICLE 5/ DUREE DU MARCHÉ**

Le présent marché prend effet à compter de sa notification pour une durée ferme de 6 mois.

#### **ARTICLE 6/ MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE**

Le présent marché s'exécute par l'émission de bons de commande successifs selon les besoins à satisfaire pendant toute la durée de validité du marché.

La personne habilitée à émettre des bons de commande est le pouvoir adjudicateur ou toute personne ayant reçu délégation.

Le représentant du pouvoir adjudicateur transmet au titulaire les bons de commande selon les différentes modalités suivantes :

- par courrier papier avec accusé de réception ;
- par courrier électronique.

En cas d'envoi du bon de commande par courrier électronique, le titulaire est réputé l'avoir reçu au plus tard dans un délai d'un (1) jour ouvré suivant sa date d'envoi.

Les bons de commande sont valorisés à partir des tarifs contractuels, des conditions consenties, des quantités à livrer / exécuter et du régime fiscal applicable.

Il est précisé sur le bon de commande, ou sur le document l'accompagnant, les renseignements suivants :

- la dénomination du service émetteur et son adresse ;
- la date d'émission et le numéro du bon de commande ;
- la référence du marché mentionnant explicitement son numéro ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- la dénomination et l'adresse du service destinataire de la facture ;
- l'adresse de livraison ou d'exécution de la prestation ;
- la désignation précise et détaillée des prestations ;

RECTORAT DE CORSE / Prestations d'hébergement et de restauration collectifs pour les volontaires et encadrants des séjours de cohésion du SNU de 2025 pour le Rectorat de la région académique de Corse / R.C N° DRAGIMCAA001-2025



- la date de livraison ;
- le montant total hors taxe et toutes taxes comprises, ainsi que le taux de TVA utilisé.

Les délais maximums d'exécution prévus par les bons de commande sont conformes aux documents contractuels régissant le présent marché. Dans l'hypothèse où le délai d'exécution dépasse la fin de validité du marché, ce délai ne peut excéder 2 mois à compter de la fin de validité du marché.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande pour émettre des observations.

## **ARTICLE 7/ CLAUSE ENVIRONNEMENTALE : TRAÇABILITE, ECO-RESPONSABILITE, AGRICULTURE BIOLOGIQUE**

Le titulaire doit pouvoir justifier de la traçabilité de l'ensemble des produits livrés. Les produits proposés sont pleinement conformes à la législation en vigueur en matière de présence d'OGM et de produits allergènes.

Le titulaire indique lorsqu'une partie de ses produits sont issus de l'agriculture biologique ou de commerce équitable.

Les inscriptions et explications apparaissant sur les produits sont libellées en langue française.

L'huile de palme, de coprah et de coco sont autant que possible à proscrire.

## **ARTICLE 8/ CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **8.1/ MISE EN ŒUVRE DES SEJOURS DE COHESION DU SNU 2025**

#### **8.1.1 Le cadre juridique**

Le titulaire met en œuvre le séjour de cohésion du SNU organisé par le rectorat conformément aux dispositions du CASF (L227-4) et du cahier des charges du SNU.

Le séjour de cohésion défini par l'article R113-1 du code du service national constitue une catégorie d'Accueil Collectif de Mineurs (ACM) : en conséquence, les modalités de déclaration, d'encadrement, d'organisation et de contrôle font l'objet de dispositions réglementées auxquelles est assujéti le titulaire du marché.

Les sites d'hébergement et de restauration proposés par le titulaire dans le cadre du présent marché font l'objet d'une déclaration auprès du Préfet du département au titre des locaux hébergeant un Accueil Collectif de Mineur (ACM)(art. L 227-5 du CASF). A ce titre, les services de la SDJES, procéderont aux vérifications d'usage.

#### **8.1.2 L'identification des centres d'hébergement**

Pour les séjours de cohésion du SNU, les centres de cohésion SNU sont situés dans chaque académie selon le cahier des charges précisé.

Les sites pouvant accueillir l'implantation d'un centre de cohésion SNU répondent à des standards de capacité, de confort et de sécurité.

Ils doivent répondre en particulier aux conditions d'hygiène et de sécurité requises notamment contre les risques d'incendie et de mouvement de foule dans les Etablissements Recevant du Public (ERP) par les règles générales de construction et par le règlement sanitaire départemental en vigueur et aux normes d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

Ils doivent également respecter les conditions suivantes :

- disponibilité du centre pendant la période considérée ;
- capacité d'hébergement permettant d'accueillir les volontaires et leurs encadrants ;
- accord de la structure propriétaire le cas échéant ;
- présence proche d'une structure de soins ambulatoire (cabinet médical, centre de santé, maison médicale de garde, maison de santé pluriprofessionnelle ou autres) permettant les soins de premiers secours pendant le séjour.

Les sites privatisés (absence de cohabitation avec d'autres publics pendant le séjour) sont à prioriser.

### 8.1.3 Contrôle, évaluation externe et retours d'expérience

L'organisation générale du séjour de cohésion est définie par la DGSNU qui arrête les modalités de contrôle des centres par les services déconcentrés de l'Etat, en particulier au regard de la réglementation concernant les ACM et des principes définis dans le présent cahier des charges.

Le cas échéant, une évaluation externe et indépendante pourra être confiée à l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP), selon les modalités qui seront définies en conséquence.

Une analyse des conditions dans lesquelles le SNU aura été mis en œuvre sur chaque territoire sera établie par l'échelon hiérarchique sous forme de retours d'expériences qui seront remontés à la DGSNU.

### 8.1.4 Annulation du séjour

Par dérogation aux articles 42 et 43 du CCAG/FCS, en cas d'annulation du séjour par le rectorat de la région académique, les conditions de résiliation et d'indemnisation s'appliquent selon l'offre du titulaire.

Le rectorat de la région académique est dégagé de toute responsabilité si l'annulation est la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1148 du code civil, ou de faits qui engagent la responsabilité du titulaire.

## ARTICLE 9/ ETENDUE DES PRESTATIONS

A l'issue de la notification du marché, le titulaire participe à une réunion de lancement avec les représentants de la région académique au cours de laquelle le titulaire expose sa méthodologie, son organisation et présente son équipe d'intervenants.

Le titulaire permet aux représentants de la région académique de procéder à une visite des lieux dans lesquels se dérouleront le séjour afin d'en apprécier la conformité à l'offre.

### 9.1 Les prestations d'hébergement et de restauration

Les centres retenus doivent permettre les capacités d'accueil indiquées dans le tableau ci-dessous :

Lot	Dates de session	Capacité d'accueil minimum
1	Du 14 avril au 25 avril 2025	92 (80 jeunes HTS + 12 encadrants)
2	Du 28 avril au 09 mai 2025	81 (jusqu'à 70 jeunes CLE + 11 encadrants)
3	Du 16 juin au 27 juin 2025	92 (80 jeunes CLE + 12 encadrants)

\*CLE : Classes et Lycées Engagés

\*HTS : Hors Temps Scolaire

Le site et les bâtiments doivent être accessibles pour les Personnes à mobilité réduite (PMR).

Le site doit être disponible pour l'équipe d'encadrants au moins 7 jours avant le début du séjour :

Lot	Période préparatoire	Dates de session
1	Du 07 au 13 avril 2025	Du 14 avril au 25 avril 2025
2	Du 21 au 27 avril 2025	Du 28 avril au 09 mai 2025
3	Du 09 au 15 juin 2025	Du 16 juin au 27 juin 2025

L'ensemble des prestations doit respecter la réglementation en vigueur liée à l'hygiène alimentaire et les protocoles Covid pour l'accueil collectif en hébergement et restauration, ainsi que la pratique d'activités collectives, notamment sportives.

Le titulaire met à disposition des équipements ou services adaptés au fonctionnement du séjour de cohésion : connexion internet, blanchisserie, linge de lit, vidéoprojecteurs, glacières, local de stockage etc..

Différentes salles devront être accessibles pour les modules et activités proposées durant le séjour de cohésion, à minima :

- 1 salle avec tables et chaises pouvant accueillir la totalité des participants au SNU (80 volontaires + 12 encadrants + jusqu'à 8 invités).
- 3 salles avec tables et chaises pouvant accueillir chacune 25 personnes
- 1 salle pour l'équipe de Direction du SNU (4 personnes)
- 1 salle destinée à l'intendance et à l'infirmerie devra également être accessible
- 1 salle de stockage (afin de stocker les tenues et le matériel sportif, jeune...)

Le titulaire met à disposition des équipements ou services adaptés au fonctionnement du séjour de cohésion :

- Connexion internet haut débit (résultat test éligibilité) dans le bureau dédié à la Direction
- Service de blanchisserie interne (machines à laver à dispositions) ou externe,
- Mise à disposition de vidéoprojecteurs fonctionnels,
- Mise à disposition de glacières en nombre suffisant pour le transport des pique-niques ou goûters

Le centre doit être en mesure de proposer à minima les aménagements et fournitures suivants :

- Chauffage dans tous les hébergements pour les séjours des lots 1 et 2
- Linge de lit en nombre suffisant (drap / taies d'oreiller / oreillers / couvertures),
- Sanitaires (WC et douches) en nombre suffisant (1 pour 10 maximum),
- Des lits individuels pour les volontaires et secteurs différenciés garçons/filles (bâtiment et / ou étage)
- Des lits individuels pour les encadrants dans des chambres doubles
- La surface des chambres et le nombre de lits par chambre

A une date fixée en accord avec le rectorat, le titulaire réceptionne et stock les effets d'habillement des volontaires et encadrants livrés au centre de séjour par un prestataire extérieur.

Un espace extérieur doit permettre l'implantation d'un mât pour la levée des couleurs le matin.

Des espaces sportifs extérieurs tels que des terrains de sport doivent être facilement et rapidement accessibles afin de permettre les activités sportives prévues. Un gymnase ou une salle polyvalente permettant la pratique sportive en cas d'intempéries doit être prévu à proximité.

En cas de non disponibilité exceptionnelle d'un établissement pendant l'exécution du marché, le titulaire s'engage à proposer, au même tarif et aux mêmes dates, un établissement ou un séjour de catégorie similaire ou supérieure et disposant de tous les agréments nécessaires, dans le département lieu d'exécution du présent marché sans modification tarifaire à la hausse.

Les locaux identifiés auront fait l'objet d'une analyse de leur vulnérabilité dans les conditions rappelées dans le guide « Vigilance attentats : les bons réflexes Guide à destination des organisateurs, des directeurs et des animateurs en charge d'accueils collectifs de mineurs à caractère éducatif ».

## **9.2 Les centres d'hébergement**

Les centres d'hébergement sont ceux proposés par le titulaire du marché dans le cadre de son offre dans les départements susmentionnés. A ce titre, le titulaire aura fourni pour chacun des centres le dernier procès-verbal de la commission de sécurité, ainsi que les numéros d'agrément du service départemental de la jeunesse, de l'engagement et des sports pour les bâtiments où sont hébergés les mineurs.

Les accueils avec hébergement doivent être organisés de façon à permettre :

- aux filles et aux garçons de dormir dans des lieux séparés,
- aux mineurs et aux majeurs de dormir dans des lieux séparés.

Chaque volontaire hébergé doit disposer d'un moyen de couchage individuel.

En outre, ces établissements doivent comporter les équipements adéquats pour le nettoyage du linge de corps des mineurs durant le séjour et s'engager à changer la literie prématurément salie aussi souvent que nécessaire.

Un changement de linge de literie (taie, housse, draps, et serviettes) doit être opéré au plus tard à la 6ème nuitée du séjour.

S'agissant des chambres, celles-ci doivent comprendre des lits individuels, dont le nombre est fixé en tenant compte des dispositions du règlement sanitaire départemental applicable (volume d'air et surface au sol minimale par personne notamment) et du protocole Covid applicable aux accueils collectifs de mineurs avec hébergement (distance minimale entre chaque lit notamment).

Les encadrants qui participent à ce séjour, sont au nombre de 12 personnes (dont 4 cadres de l'équipe de direction) et sont hébergés dans des chambres doubles munies de lits individuels pour les lots 1 et 3 et au nombre de 11 pour le lot 2 (dont 3 de l'équipe de direction).

Le nettoyage des locaux sera assuré par le titulaire du marché avec son seul personnel. Le titulaire prend en charge les frais de personnel, le matériel et les produits d'entretien nécessaires au nettoyage des locaux.

### 9.3 La restauration

Le titulaire s'engage à transmettre les menus du séjour pour validation à la DRAJES, au plus tard 4 semaines avant le démarrage du séjour.

Les cuisines et salles de restauration doivent être disponibles les matins, midis et soirs, en semaine comme le week-end, selon les horaires indicatifs cités dans le tableau ci-après.

Elle doit obligatoirement comprendre des places en quantité suffisante. Le nombre minimum de places en salle de restauration doit être équivalent à au moins 50 % du nombre total de jeunes et d'encadrants présents sur le séjour afin de prévoir 2 services si besoin.

Les repas doivent être organisés sur la base des informations indiquées dans le tableau ci-après :

Détail de la pension	Composition	Horaires indicatifs
Un petit déjeuner avec au choix	Café, café au lait, thé, chocolat, lait accompagné de tartines avec beurre et confiture, céréales, jus de fruits	De 6h30 à 8h30
Un déjeuner	Un plat protidique, une garniture, un produit laitier, et une entrée et dessert, eau et pain à volonté	De 12h à 13h30
Un goûter	Pain, chocolat ou confiture (ou une prestation équivalente) accompagné d'une boisson froide ou chaude, biscuits, fruits	De 16h à 17h00
Un dîner	Un plat protidique, une garniture, un produit laitier, et une entrée et dessert, eau et pain à volonté	De 19h à 20h30

Par plat protidique, il est entendu, un plat à base de viandes, poissons œufs, abat ou fromage.

Sur l'ensemble des jours de chacune des sessions, les menus des déjeuners et dîners devront proposer :

- Au moins 5 repas avec, en plat protidique des viandes non hachées, de bœuf, veau, agneau
- Au moins 4 repas avec, en plat protidique, du poisson ou une préparation d'au moins 70 % de poisson et contenant au moins deux fois plus de protéines que de matière grasse
- Au moins 10 repas avec, en entrée ou accompagnement du plat, des crudités de légumes ou des fruits frais ;
- Au moins 8 repas avec en dessert des fruits crus ;
- 10 repas avec, en garniture ou accompagnement du plat protidique, des légumes cuits, autres que les légumes secs ;
- 10 repas avec, en garniture ou accompagnement du plat protidique, des légumes secs, féculents ou céréales.
- au moins 8 repas avec, en entrée ou en produit laitier, des fromages contenant au moins 150 mg de calcium par portion ;
- — au moins 4 repas avec, en entrée ou en produit laitier, des fromages dont la teneur en calcium est comprise entre 100 mg et 150 mg par portion ;
- Au moins 6 repas avec des produits laitiers ou des desserts lactés contenant plus de 100 mg de calcium et moins de 5 g de matières grasses par portion.

- Pas plus de 4 plats protidiques ou garnitures constitués de produits gras (teneur en matières grasses supérieure à 15 %) à frire ou prés frits ;
- Pas plus de 2 plats protidiques qui contiendraient autant ou plus de matières grasses que de protéines.
- Pas plus de 4 desserts contenant plus de 20 g de sucres simples et moins de 15 % de matières grasses.

Les portions servies doivent être conformes aux valeurs définies à l'annexe II de l'arrêté du 30 septembre 2011 relatif à la qualité nutritionnelle des repas servis dans le cadre de la restauration scolaire.

En cas d'activité en extérieur ne permettant pas le retour pour prendre sur place le repas, des paniers repas sont proposés.

Les horaires peuvent être modifiées avec un délai de prévenance de 48H.

Une semaine au moins avant la date de début de la prestation, le représentant de la région académique fournit les régimes alimentaires spécifiques au titulaire du marché qui doit en tenir compte. Le titulaire doit proposer tous les jours un plat substitutif sans viande.

#### **Au titre du séjour des encadrants :**

Les dates des premiers repas à servir et du dernier repas à servir par session sont transmises par le rectorat au plus tard 4 semaines avant la session.

#### **Au titre du séjour des volontaires :**

Les dates des premiers repas à servir et du dernier repas à servir par session sont transmises par le commanditaire au plus tard 4 semaines avant la session.

Enfin, le nettoyage des locaux sera assuré par le titulaire du marché avec son seul personnel. Hormis l'éventuel débarrassage des tables, les volontaires et le personnel d'encadrement n'auront à assurer aucun service matériel.

### **ARTICLE 10/ OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

En cas de violations des obligations mentionnées ci-dessous, le marché peut être résilié de plein droit aux torts du titulaire, dans les conditions définies à l'article 19 du CCP.

De la même manière, la région académique se réserve la faculté, le cas échéant, de prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire, s'il devait souffrir de l'incapacité de celui-ci à respecter les engagements pris.

#### **10.1/ Obligations générales**

Le titulaire s'engage à effectuer toutes les prestations nécessaires au bon fonctionnement de l'hébergement et de la restauration sur le site du séjour. Il assure la responsabilité de l'hébergement et des repas qui seront présentés aux convives, dans un souci constant de qualité, de quantité et de variété.

Le titulaire doit strictement respecter les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Pour l'ensemble de ses obligations, le titulaire ne pourra nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants ou fournisseurs. Le titulaire est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du marché. Le personnel affecté par le titulaire à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure en toutes circonstances est placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du titulaire.

Le titulaire doit répondre à l'obligation de conseil et de mise en garde la plus stricte. A ce titre, il s'engage, notamment à :

- répondre à toute demande de renseignements émanant de la région académique et communiquer à celui-ci tout conseil et toute information qu'il estime nécessaire concernant les prestations commandées ;
- demander à la région académique toute information ou tout renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution des prestations ;
- reprendre tous les points pour lesquels la région académique a opposé des remarques et dans les délais émis par la région académique, conformément aux documents régissant le présent marché ;
- apporter tout le soin et toute la diligence nécessaire à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché ;

- livrer les produits finis et respecter les délais d'exécution demandés ;
- observer les modalités de suivi et de pilotage, telles que décrites au présent marché.

Le titulaire ou son personnel devant avoir accès aux locaux de la région académique sont nommément agréés et soumis pendant leur séjour aux mêmes règles de discipline que les agents de l'administration. La non-application par le titulaire ou son personnel des mesures de sécurité prévues peut entraîner la résiliation du marché à ses torts dans les conditions définies au présent CCP.

Le titulaire du présent marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution de la prestation, il est le seul responsable des dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non, que l'exécution de la prestation peut causer directement à son personnel ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant à la région académique ou à des tiers.

Le titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence, pourra être déclaré responsable de la mauvaise exécution ou de l'inexécution des obligations mises à sa charge, sauf si cette mauvaise exécution ou inexécution résulte d'un cas de force majeure tel que défini ci-après ou encore si elle résulte du fait de la région académique. De façon expresse sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

## **10.2/ Continuité de service**

Le titulaire s'engage à assurer l'hébergement et la restauration pendant toute la durée du séjour.

Il doit garantir la continuité du service.

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le titulaire est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin de garantir le niveau de prestation fixé. Le titulaire ne peut faire valoir, en aucun cas, l'arrêt de travail comme problème à la non-exécution de ses prestations par rapport aux exigences de qualité fixées.

## **10.3/ Obligations relatives au personnel**

Le titulaire doit se conformer aux obligations légales contenues dans le Code du travail, dans l'ensemble des textes légaux et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation fiscale, y compris celle relative aux droits syndicaux et au renforcement de la lutte contre le travail illégal.

## **ARTICLE 11/ CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES**

En matière de confidentialité, les dispositions de l'article 5.1 du CCAG-FCS s'appliquent ainsi que la disposition suivante concernant la protection des données personnelles.

Le titulaire s'engage dans le cadre du présent marché à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données » ou « RGPD »).

Au sens du RGPD, le ministère est désigné comme étant le responsable de traitement et le titulaire est désigné comme le sous-traitant dans cet article.

Le titulaire (le sous-traitant) garantit au ministère (le responsable de traitement) la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement des données qu'il peut être amené à réaliser dans le cadre du présent marché réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données.

Dans le cadre du présent marché, les données à caractère personnel que le titulaire (le sous-traitant) peut être amené à traiter, pour son compte et sous sa responsabilité, sont notamment : le nom, le prénom, l'adresse mél professionnelle et le numéro de téléphone professionnel des bénéficiaires des actions de formation.

La finalité du traitement des données à caractère personnel est la mise en œuvre d'actions de formation au profit des agents du ministère (responsable de traitement).

Le titulaire (le sous-traitant) s'engage à :

- traiter les données ayant un caractère personnel uniquement pour la seule finalité décrite ci-dessus ;

- traiter les données qu'il recueille conformément aux instructions du ministère et figurant dans les documents contractuels du présent marché.

En cas de non-respect de ces obligations, le titulaire encourt les pénalités prévues à l'article 13 du présent CCP.

## **ARTICLE 12/ VERIFICATION ET CONTROLE DES PRESTATIONS**

Les opérations de vérification s'effectuent conformément aux articles aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS.

## **ARTICLE 13/ CONDUITE ET SUIVI DES PRESTATIONS**

### **13.1/ Par la région académique**

La région académique désigne un représentant qui sera l'interlocuteur privilégié du titulaire pour tous les aspects techniques et la conduite des prestations.

Les coordonnées de la personne désignée comme référent seront communiquées au titulaire préalablement au démarrage de la prestation.

La région académique indique au titulaire la procédure à suivre en cas d'absence de ce référent. Si cette absence est supérieure à une semaine, la région académique doit désigner un représentant de remplacement.

### **13.2/ Par le titulaire**

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour réaliser les prestations prévues par le présent marché et assurer leur bonne fin. Le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du présent marché.

Le titulaire est responsable de la formation de son personnel sur l'ensemble des sujets relevant des prestations demandées. Il en assume le coût et l'incidence sur l'organisation de la prestation.

Le titulaire désigne, à la notification du marché, parmi son personnel affecté aux prestations, un responsable ayant habilitation à le représenter sur l'ensemble des aspects du présent marché. Il fournit le curriculum vitae de ce responsable, celui-ci devant être en adéquation avec celui présenté dans l'offre du titulaire, à défaut sa proposition est refusée. Ce responsable a pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations et de répondre à toute remarque touchant la qualité de la prestation. Il doit être joignable aux heures d'ouverture de la région académique. Le titulaire indique à la région académique la procédure à suivre en cas d'absence du responsable.

En cas de modification du responsable, le titulaire doit en aviser la région académique avant la prise d'effet de la modification. Il communique impérativement les motifs de ce changement ainsi que le profil et les compétences du remplaçant. La région académique vérifie l'adéquation du profil et des compétences au regard de l'offre du titulaire et se réserve le droit de récuser toute personne ne correspondant pas au profil et aux compétences indiqués.

En outre, la région académique peut demander le remplacement du responsable au cours du marché en cas de carence manifeste dans l'exécution de tout ou partie d'une prestation. Une fois averti par courrier recommandé avec accusé de réception, le titulaire devra présenter, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, sous 5 jours ouvrés maximum, un profil permettant d'assurer le remplacement de la personne incriminée.

## **ARTICLE 14/ PENALITES**

Les pénalités applicables sont les pénalités de retard prévues à l'article 14.1 du CCAG FCS.

Le titulaire a connaissance du montant des pénalités à verser par voie de lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie sécurisée via la plate-forme des achats de l'Etat. Les pénalités sont directement imputées sur les sommes dues au titre des prestations déjà effectuées, si elles n'ont pas été payées, ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir, sans condition de montant ni plafonnement par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS. Dans l'hypothèse où l'ensemble des sommes dues au titulaire a été versé, les pénalités feront l'objet d'un titre de recette lors de l'établissement du décompte général.

En plus des cas mentionnés à l'article 14 du CCAG-FCS et par dérogation, en cas de non-respect des conditions et obligations prévus par les documents contractuels régissant le présent marché, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de 700 euros HT par manquement.

En plus des cas mentionnés à l'article 14 du CCAG-FCS et par dérogation, en cas de non réalisation d'une prestation (livraison d'un repas ou d'une nuitée), le titulaire encourt une pénalité égale à 2 fois le tarif de la prestation concernée calculée par participant au prorata du forfait correspondant (hébergement et/ou restauration) pour le séjour.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, en cas de défaillance et/ou d'indisponibilité d'un élément indispensable aux conditions attendues d'un hébergement et d'une restauration réalisés selon les règles de l'art (chauffage, eau, électricité, denrées...), le titulaire encourt une pénalité de 700 € par jour de retard jusqu'au rétablissement de cet élément.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, une pénalité forfaitaire de 100 euros sera appliquée sans mise en demeure, à chaque constatation de manquement au respect de la clause environnementale.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité s'il s'agit de la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1218 du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité de la région académique.

## **ARTICLE 15/ PRIX DU MARCHE**

### **15.1/ Contenu des prix**

Les prix sont réputés comprendre tous les frais nécessaires à la bonne exécution des prestations telles que définies dans le présent cahier des charges, ainsi que tous autres frais pouvant être engagés ou supportés par le titulaire, notamment les frais de déplacement, d'hébergement ou de restauration des personnels du titulaire et des intervenants tiers nécessaires à l'exécution des prestations.

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du présent marché.

L'euro est la monnaie de compte du marché.

### **15.2/ Forme des prix**

Le marché est conclu à prix unitaires conformément au bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement.

### **15.3/ Révision des prix**

Les prix sont fermes pour toute la durée du marché.

## **ARTICLE 16/ MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION**

### **16.1/ Facturation**

Le titulaire émet une facture du montant total des prestations commandées, après réception du procès-verbal de recette établi par la région académique à la fin du séjour. Le règlement s'effectue à 100 % du montant de l'unité d'œuvre commandée.

Dans le cas où la région académique commande plusieurs UO dans un même bon de commande et qu'une partie des prestations commandées a été réceptionnée par la région académique, le titulaire établit la facture correspondante et demande la mise en paiement correspondant au montant des UO réceptionnées.

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation des factures, ainsi que de tous les éléments justificatifs, sur lesquelles devront figurer, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date de délivrance et le numéro de la facture ;



- le nom et l'adresse du service émetteur ;
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire ;
- le cas échéant, l'identification du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- sa domiciliation bancaire ;
- le numéro d'identification SIREN ou SIRET ;
- les références administratives du marché (numéros du marché) ;
- les références du bon de commande ;
- le récapitulatif des prestations ;
- le montant de la facture, en HT et TTC ;
- le taux et le montant de la TVA.

Les factures sont obligatoirement adressées sous forme électronique directement dans le portail « Chorus-factures de l'Etat » à l'adresse suivante : **<https://chorus-pro.gouv.fr>**

Pour une aide à l'utilisation de cette fonctionnalité, un guide utilisateur ainsi que les éléments descriptifs, le kit de raccordement technique et les spécifications du format normalisé d'échange sont disponibles à cette même adresse.

En cas de changement de raison sociale ou de RIB, le titulaire est tenu d'en informer expressément les services émetteurs par courrier postal ou courrier électronique.

## **16.2/ Délais de paiement**

Conformément à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique, le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Ce délai peut être suspendu si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

## **16.3/ Avance**

Sauf renonciation expresse du titulaire portée à l'acte d'engagement, une avance de 20% est versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Cette avance s'applique sur le montant de chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois ; et n'est due que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance, que le sous-traitant ait demandé ou non à bénéficier de l'avance.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai maximum de 30 jours à partir de la notification de l'acte portant commencement d'exécution du marché au titre duquel est accordée cette avance, soit la date de notification du bon de commande.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant cumulé des prestations exécutées atteint ou dépasse 65 % du montant du bon de commande. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant cumulé des prestations exécutées atteint 80 % du montant du bon de commande au titre duquel est accordée cette avance.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-9 du Code de la commande publique, l'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

## **16.4/ Acomptes**

Conformément à l'article R. 2191-22 du Code de la commande publique, le titulaire a droit au versement d'acomptes pour tous les bons de commande dont le délai de réalisation est supérieur à 3 mois, dans les conditions suivantes : si un bon de commande émis n'a fait l'objet d'aucun règlement pendant une période minimum de 3 mois et si les prestations commandées ont donné lieu à un commencement d'exécution.

Dans ce cas, le titulaire adresse à la région académique une demande d'acompte correspondant au maximum à 20 % du montant commandé ou d'un montant correspondant à la valeur des prestations réalisées si celui-ci est inférieur à 20 %. Le titulaire accompagne sa demande d'acompte de tous les éléments justificatifs. La région académique vérifie l'exactitude des justificatifs fournis et donne ou non son accord. Le règlement du solde intervient à la réception définitive des prestations de l'unité d'œuvre concernée.

## **16.5/ Cession ou nantissement des créances**

Le présent marché pourra être nanti dans les conditions prévues aux articles R. 2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

## **ARTICLE 17/ DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE**

### **17.1/ Assurance**

Le titulaire doit être couvert par une police d'assurance en cours de validité le garantissant contre les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel, matériel ou immatériel, consécutif ou non consécutif, engageant sa responsabilité civile ou celle de son personnel et causé par la conduite des prestations prévues par le présent marché ou les modalités de leur exécution. Il lui appartient, en conséquence, de contracter toutes polices d'assurance nécessaire à la couverture des risques encourus dont il a apprécié la portée du fait du marché.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS, avant sa notification, le titulaire retenu doit communiquer à la région académique une attestation en cours de validité de sa compagnie d'assurance, indiquant les responsabilités couvertes avec les plafonds de garantie pour chaque type de responsabilité.

Il doit ensuite produire, à toute demande de la région académique, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Si cette attestation ne couvre pas la durée du marché, le titulaire s'engage à produire la ou les attestation(s) nécessaire(s) à la couverture de la durée totale du marché.

Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

### **17.2/ Justificatifs sociaux**

En application des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8254-4 du Code du travail, et dans le cas où la région académique serait dans l'impossibilité de se les procurer directement via un web-service sécurisé, le titulaire produit tous les 6 mois à compter de la date de signature du marché par la Personne publique et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les documents prévus par ces articles.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire ces pièces, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues à l'article 19.3 du présent CCP ci-après.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, il doit produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les documents suivants :

a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " de la région académique chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail.

b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

### **17.3/ En cas de modifications relatives au titulaire du marché**

#### 17.3.1/ Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer la région académique par écrit et communiquer, son nouveau numéro SIREN dans les plus brefs délais.

#### 17.3.2/ Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de la région académique.

Le titulaire doit en informer la région académique dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- une copie de l'annonce légale ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- le numéro SIREN de la société correspondante ;
- les attestations fiscales et sociales ;
- l'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur n'entre pas dans les motifs d'exclusions listés aux articles L. 2141-1 et suivants du Code de la commande publique ;
- une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;
- les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au titulaire du marché.

La cession du marché acceptée par la région académique fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

### **ARTICLE 18/ UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE**

Conformément à la loi n° 94-665 du 4 août 1994, l'usage de la langue française est obligatoire notamment dans les réunions de travail, les comptes rendus, les rapports d'activité et les courriers, sans que cette liste puisse être considérée comme exhaustive.

### **ARTICLE 19/ RESILIATION**

La résiliation s'effectue dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

### **ARTICLE 20/ SOUS-TRAITANCE**

Le titulaire peut confier l'exécution de certaines parties des prestations du marché à un ou à plusieurs sous-traitants, à condition d'avoir obtenu de la région académique l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement fixées par les articles R. 2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

Aux fins d'acceptation du sous-traitant, le titulaire adresse à la région académique, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie électronique à la région académique, une déclaration contenant l'ensemble des renseignements figurant à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, à savoir :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

L'ensemble de ces informations sont constituées par la fourniture :

De la déclaration de sous-traitance complétée (formulaire DC4 pouvant être téléchargé gratuitement sur le site Internet du ministère des finances et des comptes publics : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ;

Du numéro SIREN et d'un RIB de l'entreprise.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatées par un acte spécial signé par le titulaire et par la région académique.

## ARTICLE 21/ DIFFERENDS ET LITIGES

En aucun cas, les contestations survenant entre la région académique et le titulaire ne peuvent être invoquées par ledit titulaire comme cause d'arrêt définitif ou momentané d'exécution de la prestation.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend ou litige susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Dans ce cas, la partie la plus diligente peut saisir par requête le médiateur des entreprises ou le comité consultatif de règlement amiable, dans les conditions fixées aux articles R. 2197-1 et suivants du Code de la commande publique.

En cas de conciliation, les parties s'engagent à signer une transaction.

A défaut de conciliation, les litiges éventuels afférents au présent marché seront portés devant le tribunal territorialement compétent :

Tribunal administratif de Bastia  
Villa Montépiano - 20407 Bastia

## ARTICLE 22/ DEROGATIONS

Articles du CCP par lesquels sont introduites ces dérogations		Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
Article 6	Modalités d'émission des bons de commande	Article 3.7.2
Article 7.1.4	Annulation du séjour	Article 42 et 43
Article 12	Opérations de vérification - admission	Articles 23 à 25
Article 13.2	Conduite et suivi des prestations	Article 3.4.3
Article 14	Pénalités	Article 14
Article 17.1	Assurances	Article 9.2
Article 19	Résiliation aux torts du titulaire	Article 29 à 36